

MESSAGE N° 137
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif au projet de décret permettant
l'utilisation de techniques nouvelles
pour l'établissement des résultats des votations

7 juin 2004

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de décret permettant l'utilisation de techniques nouvelles pour l'établissement des résultats des votations communales, cantonales et fédérales.

1. NÉCESSITÉ DE LA PRÉSENTE
RÉGLEMENTATION

1.1 Objet de la présente réglementation

La commune de Fribourg souhaite introduire, pour les votations communales, cantonales et fédérales, le dépouillement par lecteur optique des bulletins de vote.

L'article 162 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (ci-après: LEDP) prévoit que «En matière cantonale et communale, le Conseil d'Etat peut, en accord avec les communes intéressées, déroger de manière limitée et à titre exceptionnel aux dispositions de la présente loi fixant les méthodes d'exercice des droits politiques et de dépouillement, afin de procéder à des tests en vue d'adapter l'exercice de ces droits aux possibilités offertes par la technique». On constate que cet article permet au Conseil d'Etat de prévoir par voie d'ordonnance, à titre d'essai, des dérogations à la loi sur l'exercice des droits politiques pour les seules matières cantonale et communale. En outre, de par sa teneur, il ne permet d'apporter aux méthodes d'exercice des droits politiques et de dépouillement que certaines adaptations mineures, qui semblent, de par la volonté du Grand Conseil, devoir être intimement liées à ces nouvelles techniques. La marge de manœuvre laissée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat se révèle aujourd'hui trop étroite et ne permettrait pas d'autoriser la Commune de Fribourg à procéder, par la voie d'une ordonnance, à l'essai dont elle a fait la demande.

Ainsi, en restant toutefois dans la ligne de l'article 162 LEDP précité, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de permettre à certaines communes de procéder à des tests en vue d'adapter l'exercice des droits politiques aux possibilités offertes par la technique. Concrètement, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter un décret qui permettrait à certaines communes qui en feraient la demande de procéder au *dépouillement électronique des bulletins de vote au moyen d'un lecteur optique, en matière cantonale, communale et fédérale*. Au titre de mesure d'accompagnement, et afin de pouvoir tester en pleine connaissance de cause les avantages du dépouillement électronique, principalement ceux liés au nombre réduit de scrutateurs à convoquer, il souhaite aussi accorder à ces communes la possibilité de procéder au *dépouillement anticipé dès le dimanche du scrutin*.

En proposant cette mesure au Grand Conseil sous la forme d'un décret de durée limitée, le Conseil d'Etat entend permettre aux communes intéressées de tester la fiabilité des nouvelles techniques de dépouillement et de constater dans quelle mesure la durée des dépouillements peut être réduite tout en assurant une sécurité optimale au scrutin. Comme relevé plus haut, de telles mesures ne pourraient reposer sur la base de l'article 162 LEDP.

Dans l'éventualité où les méthodes proposées (dépouillement par lecteur optique et / ou dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt) donneraient satisfaction à l'issue de la période test, qui correspond à la durée de validité du présent décret, le Conseil d'Etat proposera au Grand Conseil des modifications à demeure de la loi sur l'exercice des droits politiques dans le sens qui lui est proposé aujourd'hui.

1.2 Objectifs poursuivis

Le décret qui vous est proposé aujourd'hui permettrait aux communes souhaitant effectuer l'essai préconisé de réduire les coûts de dépouillement (convocation d'un nombre restreint de scrutateurs), ainsi que, subsidiairement, de communiquer rapidement les résultats finaux des votations qui ont lieu sur leur territoire. Le présent décret, bien que destiné à s'appliquer à toutes les communes du canton, s'adresse avant tout aux communes ayant une forte proportion de personnes jouissant de l'exercice des droits politiques. En proposant de permettre aux communes intéressées de procéder à des essais de techniques nouvelles de dépouillement, le Conseil d'Etat entend principalement répondre aux impératifs d'économie budgétaire. Accessoirement, il soutient les initiatives communales tendant à améliorer la rapidité en matière de communication des résultats des scrutins.

La procédure de dépouillement par lecteur optique présente l'avantage principal de diminuer sensiblement le nombre de scrutateurs devant être convoqués à l'occasion des différents scrutins. Cet avantage permettrait principalement de régler le problème récurrent – connu de toutes les communes du canton – qui consiste à trouver du personnel motivé acceptant d'officier en tant que scrutateur lors des scrutins.

Les appareils de lecture optique présents sur le marché à l'heure actuelle permettent le traitement d'environ 10 000 bulletins de vote à l'heure. A titre d'exemple, le lecteur optique que la commune de Fribourg envisagerait d'acquérir permet le traitement d'environ 6000 bulletins à l'heure. Or, mis à part les scrutateurs occupés à procéder aux opérations préliminaires du dépouillement telles que l'extraction des enveloppes de vote du certificat de capacité civique et l'extraction du bulletin de vote proprement dit, trois personnes suffisent pour assurer le fonctionnement de l'appareil. L'utilisation des lecteurs optiques est ainsi une solution idéale, qui permettrait aux communes intéressées de réaliser un gain en personnel et en temps conséquent à l'occasion des scrutins. Il convient encore de rappeler que ces appareils présentent bien entendu toutes les garanties de fiabilité et de sécurité exigées pour le dépouillement des scrutins populaires.

L'ouverture anticipée des votes par correspondance et par dépôt doit précéder l'utilisation de procédés électroniques de dépouillement. En d'autres termes, les deux opérations devraient être liées et le gain en personnel et en temps induit par le vote anticipé devrait être répercuté sur les opérations de dépouillement. Sans l'adaptation proposée, les certificats de capacité contenant les votes par correspondance et par dépôt ne peuvent être ouverts avant la clôture du scrutin. Or, la tendance à utiliser le vote anticipé est en constante augmentation. Dans la commune de Fribourg, à l'occasion de la consultation populaire du 8 février 2004, plus de 87 % des votants ont utilisé le vote anticipé pour exprimer leur volonté.

Au vu de ce qui précède, pour atteindre les objectifs d'optimisation que devrait induire l'utilisation de techniques nouvelles de dépouillement, de même que pour pouvoir compter sur un maximum de scrutateurs motivés, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre, par voie de décret, des mesures qui permettraient aux communes de ne convoquer qu'un nombre limité de scrutateurs, pour le dimanche du scrutin. Il serait en effet contre-productif, particulièrement dans les communes comportant un corps électoral important, d'obliger un nombre très conséquent de scrutateurs à bloquer tout un dimanche après-midi afin de ne procéder qu'à la seule ouverture des bulletins de vote¹, sachant pertinemment qu'ils devraient être congédiés aussitôt que cette tâche, longue et fastidieuse, serait terminée. En effet, comme relevé précédemment, seul un nombre très restreint de personnes est ensuite suffisant pour procéder aux manœuvres liées à la lecture optique des bulletins.

Cela signifierait concrètement que les scrutateurs convoqués commenceraient à dépouiller les certificats de capacité contenant les votes par correspondance et par dépôt dès leur arrivée le dimanche matin. A la clôture du scrutin, ceux d'entre eux appelés à procéder à la lecture optique des bulletins pourraient se mettre à la tâche sans attendre, ce qui assurerait des économies financières conséquentes et, accessoirement, une communication plus rapide des résultats au public.

2. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Le présent décret n'a pas fait l'objet d'une consultation générale, mais des représentants des communes de Bulle et Fribourg, ainsi que des Préfectures de la Gruyère et de la Glâne ont participé à son élaboration. En outre, conformément à l'article 7 al. 3 REDP, la Chancellerie d'Etat et la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts ont collaboré étroitement, de manière à ce que les modes de dépouillement et l'utilisation des techniques nouvelles qui sont l'objet du présent décret se déroulent de manière optimale, au cas où le présent décret devait être accepté.

3. INCIDENCES DU PROJET

3.1 Incidences financières

Les frais d'impression des nouveaux bulletins de vote, pour les votations communales, cantonales et fédérales, devront être pris en charge par les communes qui participeront à l'essai préconisé. Il en sera de même pour l'achat de tout le matériel technique nécessaire à sa réalisation.

Le projet n'aura ainsi aucune incidence financière pour l'Etat.

3.2 Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes

Comme relevé plus haut, les frais d'impression des bulletins de vote pour toutes les votations communales, canto-

¹ La commune de Fribourg doit à ce jour, par exemple, engager généralement plus de 100 scrutateurs pour une seule votation. Pour une consultation telle que celle du 18 mai 2003 (*11 objets*), plus de 150 personnes avaient dû être convoquées. Avec le traitement des bulletins par lecture optique combiné avec un dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt, la commune de Fribourg pourrait réduire ses effectifs à moins de 30 scrutateurs.

nales et fédérales, ainsi que leur établissement, seront transférés aux communes.

3.3 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et euro-compatibilité du projet

L'article 84 al. 2 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (RS 161.1) stipule que les dispositions cantonales d'exécution doivent être approuvées par la Confédération pour être valables.

Le présent décret devra ainsi être soumis à l'approbation fédérale, s'il devait être accepté par le Grand Conseil, avant son entrée en vigueur.

Moyennant cette acceptation, le présent décret est compatible avec la législation fédérale. De par sa matière, la Suisse n'étant pas membre de l'Union européenne, le projet ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

3.4 Référendum législatif et financier

Le présent décret de portée générale est soumis au référendum législatif (facultatif).

4. COMMENTAIRE DU PROJET

Art. 1 *Objet*

L'article 1 du projet fixe le cadre des procédures et techniques nouvelles pouvant être autorisées à titre d'essai.

Ce ne sont en particulier que les bulletins de vote, à l'exclusion des listes électorales, qui pourraient faire l'objet du traitement réservé par le présent décret (lecture optique et dépouillement anticipé).

De même, et avant tout dans le souci d'éviter des confusions (multitude de bulletins de vote disparates), le Conseil d'Etat propose que les techniques nouvelles de dépouillement soient utilisées pour les votations communales, cantonales et fédérales.

Art. 2 *Utilisation de techniques nouvelles de dépouillement*

Le projet dispose que les communes intéressées à utiliser des techniques nouvelles pour procéder au dépouillement des bulletins de vote communaux, cantonaux et fédéraux, devront déposer une demande formelle auprès de la Chancellerie d'Etat, qui la transmettra, munie de son préavis relatif aux techniques proposées, au Conseil d'Etat pour décision. Il s'agit là d'une condition préalable impérative.

Seuls les moyens techniques présentant toutes les garanties de sécurité et de fiabilité pourront bénéficier de l'autorisation du Conseil d'Etat. Pour établir son préavis, la Chancellerie d'Etat s'inspirera dans un premier temps des exigences actuellement en vigueur dans les cantons qui ont déjà introduit des techniques nouvelles de dépouillement, en particulier de celles du canton de Genève.

Art. 3 *Bulletins de vote*

Pour permettre leur traitement mécanique, les bulletins de vote actuels (ou traditionnels) devront être remplacés

par des bulletins qui pourront être lus avec des moyens optiques. Ces bulletins devront être formulés et conçus de telle manière à ce que les citoyens concernés puissent exercer leurs droits de vote sans avoir le moindre doute quant à la façon de les remplir (cf. art. 4 du projet)¹.

Un seul bulletin de vote sera remis à l'électeur et devra contenir le ou les objets des votations fédérales, cantonales et, le cas échéant, communales.

La Chancellerie d'Etat veillera à ce que les bulletins de vote des communes soient uniformes. En effet, pour des raisons de clarté, il est souhaitable que le canton de Fribourg n'ait pas plus de deux types de bulletins de vote différents (le premier étant le bulletin officiel délivré par la Chancellerie d'Etat pour les communes n'ayant pas recours au dépouillement par lecture optique, le second pour les communes utilisant ce procédé). Ainsi, pour éviter une pléthore de versions différentes de bulletins de vote pour lecteurs optiques, il convient de prévoir que la Chancellerie d'Etat – qui est en particulier chargée d'accomplir les tâches relatives au déroulement des scrutins – ait aussi le contrôle du matériel de vote adapté aux lecteurs optiques. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat propose de prévoir que les communes qui souhaitent procéder au dépouillement par lecteur optique doivent impérativement soumettre le bulletin de vote y relatif à la Chancellerie d'Etat pour approbation et, le cas échéant, doivent procéder aux adaptations nécessaires.

Afin d'éviter que des bulletins de vote erronés ne soient envoyés, la commune doit fournir à la Chancellerie d'Etat quelques exemplaires des bulletins de vote avant la remise de ces derniers à l'électeur. Cette précaution est due au fait que la Chancellerie d'Etat, qui porte la responsabilité de l'organisation des élections et votations, doit également pouvoir intervenir avant la remise du matériel de vote, si elle découvre une erreur suite à l'impression des bulletins (erreur d'impression).

Le projet de décret relève expressément que les frais d'établissement et d'impression des nouveaux bulletins de vote devront être pris en charge par les communes prenant part à l'essai. Il en sera de même pour les frais de réimpression éventuels.

Art. 4 Exercice du droit de vote

La lecture optique du bulletin de vote entraîne pour les personnes exerçant leurs droits de vote un changement dans la manière d'exprimer leur volonté, car elles ne doivent plus écrire «oui» ou «non» relativement à chaque question posée, mais doivent apposer une coche dans la case correspondant à leur volonté. Il convient dès lors de préciser que, pour chaque question posée, la case «oui» ou la case «non» doit être *cochée* sur le bulletin de vote.

La question subsidiaire permettant à la personne exerçant son droit de vote de manifester sa préférence entre une initiative et un contre-projet doit aussi faire l'objet d'un marquage sur la case correspondant à son choix. Le Conseil d'Etat ne propose pas, pour ce point, l'emploi de cases «oui» et «non» en face de la mention «initiative» ou «contre-projet», car cela reviendrait à répéter les questions relatives à l'acceptation ou au rejet de l'initiative et du contre-projet, sans permettre de déterminer le choix de

la personne exerçant son droit de vote s'ils étaient tous deux acceptés.

Il convient de relever à ce sujet que le vote au moyen d'une coche n'est pas une nouveauté, puisqu'il existe déjà pour permettre au citoyen d'exprimer sa préférence entre une initiative et un contre-projet, dans l'hypothèse où ils sont tous deux acceptés (art. 23 al. 2 let. d LEDP). En outre, le vote à la coche est d'ores et déjà pratiqué à satisfaction dans le canton de Genève.

Il n'est pas nécessaire de prévoir dans le décret des dispositions particulières relativement aux bulletins blancs et nuls. En effet, l'article 23 LEDP, en particulier son alinéa 1 2^e phrase et son alinéa 3, permettent de couvrir toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors du dépouillement des bulletins de vote conçus pour des lecteurs optiques.

Art. 5 Dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt

Comme relevé en première partie du présent message, le dépouillement anticipé des votes est judicieux en cas d'utilisation de procédés électroniques de dépouillement car seule la combinaison de la lecture optique et du dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt permettra d'optimiser les opérations de dépouillement, tant pour ce qui concerne les besoins en personnel que pour la rapidité d'exécution des diverses opérations de dépouillement.

Par le présent article le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter une réglementation spéciale par rapport à l'article 22 LEDP en permettant aux communes qui souhaitent utiliser de nouvelles techniques, de dépouiller par anticipation dès le dimanche matin et avant la clôture du scrutin, les votes par correspondance et par dépôt. Le solde du scrutin continuerait à ne pouvoir être dépouillé que le dimanche à partir de midi.

Il est précisé que seuls les bulletins de vote pourront faire l'objet d'un dépouillement anticipé. Les listes électorales, qui pourront toutefois être retirées par anticipation des certificats de capacité électorale en cas d'élection et de votation conjointe, devront impérativement demeurer dans leurs enveloppes respectives jusqu'à la fin du scrutin.

A noter que la possibilité de procéder au dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt, est déjà admise par le canton de Genève, qui dispose d'un lecteur optique du même modèle que celui proposé par la commune de Fribourg. Par ailleurs, le dépouillement anticipé est déjà pratiqué de manière générale et avec satisfaction dans 14 cantons suisses.

Art. 6 Mesures de sécurité

Le Conseil d'Etat considère qu'un dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt ne peut être acceptable que pour autant que toutes les mesures de sécurité relatives au secret du scrutin soient assurées jusqu'à la clôture du scrutin.

Toutes les mesures nécessaires à la sécurité de ce dépouillement devront ainsi être ordonnées. A cet effet, le Conseil d'Etat propose notamment au Grand Conseil d'adopter la liste exemplative des mesures de sécurité devant absolument être prises en cas de dépouillement

¹ Un exemple de bulletin de vote destiné au dépouillement par lecture optique est annexé au présent message.

anticipé et citées à l'article 6 let. a et b du projet de décret. Il est apparu important au Conseil d'Etat de ne pas se limiter, même dans un décret de portée générale, à ne citer qu'une disposition générale sur le secret du dépouillement anticipé, mais à le préciser au moyen d'exemples devant impérativement être mis en application.

L'article 6 let. a du projet, en particulier, vise notamment et directement à proscrire la possession dans le local de dépouillement anticipé, et non seulement l'emploi, de moyens de communication électroniques tels que les téléphones portables.

L'article 6 let. b du projet vise à rendre impossible toute communication directe entre les personnes procédant au dépouillement anticipé et les personnes extérieures. Dès lors, avant la clôture du scrutin, aucun membre du bureau électoral ne peut sortir du local où les travaux de dépouillement anticipé sont organisés. Le projet de décret réserve des exceptions dont les modalités sont arrêtées de cas en cas par le président ou la présidente du bureau électoral (art. 7 al. 1 et 3 LEDP).

L'article 6 al. 2 du projet précise qu'il doit être fait mention au procès-verbal de toute absence ou prise de contact avec l'extérieur, que celle-ci soit autorisée ou non.

Nous vous invitons à adopter ce projet de décret qui prévoit une réglementation spéciale par rapport à la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques, et qui permet l'utilisation de techniques nouvelles pour établir les résultats des votations communales, cantonales et fédérales.

**BOTSCHAFT Nr. 137
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die Anwendung
neuer Techniken zur Resultatermittlung
bei Volksabstimmungen**

7. Juni 2004

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zu einem Dekretsentwurf über die Anwendung neuer Techniken zur Resultatermittlung bei kommunalen, kantonalen und eidgenössischen Abstimmungen.

1. NOTWENDIGKEIT DIESER REGELUNG

1.1 Zweck dieser Regelung

Die Gemeinde Freiburg möchte für kommunale, kantonale und eidgenössische Abstimmungen die Stimmezählung mit optischem Lesegerät einführen.

In Artikel 162 des Gesetzes vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) ist folgende Regelung vorgesehen: «In kantonalen und kommunalen Angelegenheiten kann der Staatsrat mit dem Einverständnis der betroffenen Gemeinden ausnahmsweise und in begrenztem Umfang von den Bestimmungen dieses Gesetzes über das Verfahren der Ausübung der politischen Rechte und der Auszählung abweichen, um im Hinblick auf die Anpassung der Ausübung dieser Rechte an die technischen Möglichkeiten Erfahrungen zu sammeln». Dieser Artikel erlaubt dem Staatsrat, auf dem Verordnungsweg im kommunalen und kantonalen Bereich versuchsweise Abweichungen vom Gesetz über die Aus-

übung der politischen Rechte vorzusehen. Ausserdem gestattet er nur geringe Anpassungen der Verfahren zur Ausübung der politischen Rechte und zur Stimmezählung und diese scheinen, nach dem Willen des Grossen Rats, eng mit den neuen Techniken verbunden sein zu müssen. Der Handlungsspielraum, den der Grosse Rat dem Staatsrat lässt, erweist sich heute als zu eng und würde es nicht erlauben, der Gemeinde Freiburg auf dem Verordnungsweg die Erlaubnis zu erteilen, den Versuch vorzunehmen, für den sie ein Gesuch gestellt hat.

Der Staatsrat bleibt somit auf der Linie von Artikel 162 PRG, wenn er dem Grossen Rat vorschlägt, es den Gemeinden zu ermöglichen, Tests im Hinblick auf die Anpassung der Ausübung der politischen Rechte an die Möglichkeiten der Technik vorzunehmen. Konkret beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, ein Dekret anzunehmen, das es Gemeinden, die einen entsprechenden Antrag stellen, ermöglichen würde, *für die elektronische Auszählung von Stimmen im kommunalen, kantonalen und eidgenössischen Bereich optische Lesegeräte zu verwenden*. Als Begleitmassnahme möchte er diesen Gemeinden ausserdem die Möglichkeit einräumen, *am Abstimmungssonntag mit der vorzeitigen Auszählung der Stimmen zu beginnen*. So können die Vorteile der elektronischen Stimmenauszählung, vor allem im Zusammenhang mit der reduzierten Zahl der Stimmezähler, in voller Kenntnis aller Elemente getestet werden.

Der Staatsrat unterbreitet dem Grossen Rat diese Massnahme in Form eines Dekrets von beschränkter Geltungsdauer, um den interessierten Gemeinden zu ermöglichen, die Zuverlässigkeit dieser neuen Auszählungstechniken zu testen und festzustellen, inwieweit die Dauer der Auszählung verkürzt und gleichzeitig eine optimale Sicherheit des Urnengangs gewährleistet werden kann. Wie bereits weiter oben erwähnt, liessen sich solche Massnahmen nicht auf Artikel 162 PRG abstützen.

Wenn sich die vorgeschlagenen Methoden (Auszählung der Stimmen mit optischem Lesegerät und / oder vorzeitige Auszählung der brieflich eingegangenen oder bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen) nach Ablauf der Testperiode, d.h. nach Ablauf der Geltungsdauer dieses Dekrets, als zufrieden stellend erweisen sollten, wird der Staatsrat dem Grossen Rat eine Änderung des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte im Sinne des heutigen Vorschlags unterbreiten.

1.2 Zielsetzungen

Das Ihnen heute unterbreitete Dekret würde es den Gemeinden, die diesen Versuch unternehmen möchten, in erster Linie ermöglichen, Auszählungskosten einzusparen (weniger Stimmezähler) und in zweiter Linie die Abstimmungsergebnisse des Urnengangs auf ihrem Gemeindegebiet rasch zu ermitteln. Dieses Dekret ist zwar für alle Gemeinden des Kantons anwendbar, richtet sich aber vor allem an Gemeinden mit einem grossen Anteil an Stimmberechtigten. Mit seinem Vorschlag, interessierten Gemeinden die versuchsweise Einführung neuer Auszählungstechniken zu ermöglichen, will der Staatsrat vor allem den Geboten der Budgetentlastung Rechnung tragen. Nebenher werden auch die Bemühungen der Gemeinden unterstützt, Auszählungsergebnisse schneller mitteilen zu können.

Die Auszählung mit optischem Lesegerät hat vor allem den Vorteil, dass bedeutend weniger Stimmezähler bei den verschiedenen Urnengängen zugegen sein müssen.

So könnte das immer wiederkehrende und allen Gemeinden des Kantons bekannte Problem, nämlich die Schwierigkeit motiviertes Personal zu finden, das bereit ist, bei Urnengängen als Stimmzähler zu walten, gelöst werden.

Mit den optischen Lesegeräten, die heute auf dem Markt sind, können rund 10 000 Stimmzettel pro Stunde ausgezählt werden. Mit dem Gerät, das die Gemeinde Freiburg anzuschaffen gedenkt, könnten beispielsweise ca. 6000 Stimmzettel pro Stunde gelesen werden. Nebst den Stimmzählern, die die Aufgabe haben, die Stimmcouverts den Stimmrechtsausweisen und die eigentlichen Stimmzettel den Stimmcouverts zu entnehmen, genügen drei Personen, um das Lesegerät zu bedienen. Der Einsatz dieser Geräte stellt somit für die interessierten Gemeinden eine ideale Lösung dar, da er mit bedeutenden Personal- und Zeiteinsparungen verbunden ist. Selbstverständlich ist mit diesen Lesegeräten die für die Auszählung von Volksabstimmungen erforderliche Zuverlässigkeit und Sicherheit gewährleistet.

Das vorzeitige Öffnen von brieflich eingegangenen oder bei der Gemeinde abgegebenen Stimmcouverts muss der Anwendung elektronischer Stimmauszählverfahren vorangehen. Mit anderen Worten, die beiden Neuerungen müssten miteinander einhergehen und der Personal- und Zeitgewinn, der durch die vorzeitige Stimmabgabe entsteht, müsste auf das Auszählverfahren abgewälzt werden können. Ohne die vorgeschlagene Anpassung können die Stimmrechtsausweise, die die brieflich eingereichten und die abgegebenen Stimmen enthalten, erst nach der Schliessung des Urnenganges geöffnet werden. Die Tendenz zur vorzeitigen Stimmabgabe steigt jedoch ständig. Bei der Volksabstimmung vom 8. Februar 2004 haben in der Gemeinde Freiburg mehr als 87 % von der vorzeitigen Stimmabgabe Gebrauch gemacht.

Damit die Optimierung, die mit der Anwendung neuer Auszähltechniken einhergehen dürfte, erreicht werden und man auf ein Maximum an motivierten Stimmzähler zählen kann, schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor, auf dem Dekretsweg Massnahmen zu ergreifen, die es den Gemeinden erlauben würden, am Abstimmungssonntag nur eine beschränkte Zahl Stimmzähler aufzubieten. Es wäre in der Tat kontraproduktiv, vor allem in den Gemeinden mit vielen Stimmberechtigten, eine bedeutende Anzahl Stimmzähler zu verpflichten, sich den ganzen Sonntagnachmittag für das Öffnen der Stimmcouverts freizuhalten¹, im Wissen darum, dass viele von ihnen, sobald diese lange und mühsame Aufgabe abgeschlossen ist, wieder nach Hause geschickt werden können, da, wie bereits erwähnt, für die Auszählung mit dem optischen Lesegerät nur wenige Personen gebraucht werden.

Das würde konkret bedeuten, dass die aufgegebenen Stimmzähler, sobald sie am Sonntagmorgen im Auszählungsort eintreffen, mit dem Öffnen der Stimmrechtsausweise, die die brieflich eingegangenen und die bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen enthalten, beginnen. Nach der Schliessung des Urnengangs können

¹ Die Gemeinde Freiburg muss heute für eine Abstimmung im Allgemeinen mehr als 100 Stimmzähler anstellen. Für eine Abstimmung wie die vom 18. Mai 2003 (*11 Vorlagen*), mussten mehr als 150 Personen aufgebieten werden. Für die Auszählung der Stimmen mit optischem Lesegerät in Kombination mit der vorzeitigen Auszählung brieflich eingegangener und bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen würden für die Gemeinde Freiburg weniger als 30 Stimmzähler ausreichen.

die für die Auszählung Zuständigen unverzüglich mit dem Auszählen mit den optischen Lesegeräten beginnen. Dies hätte einerseits bedeutende finanzielle Einsparungen zur Folge und nebenbei den Vorteil, dass die Resultate schnell ermittelt und der Öffentlichkeit bekannt gegeben werden können.

2. VORBEREITENDE ARBEITEN

Dieses Dekret wurde nicht in eine allgemeine Vernehmlassung gegeben, dafür waren Vertreter der Gemeinden Bulle und Freiburg sowie der Oberämter des Greyerz- und des Glanebezirks an seiner Ausarbeitung beteiligt. Ausserdem haben die Staatskanzlei und die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft, wie in Artikel 7 Abs. 3 PRR vorgesehen, eng zusammengearbeitet, damit bei einer Annahme des Dekrets ein optimaler Ablauf der Auszählung und der Anwendung der neuen Techniken, um die es in diesem Dekret geht, gewährleistet ist.

3. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

3.1 Finanzielle Auswirkungen

Die Kosten für den Druck der neuen Stimmzettel für Abstimmungen auf kommunaler, kantonaler und eidgenössischer Ebene gehen zu Lasten der Gemeinden, die sich an diesem Versuch beteiligen werden. Dasselbe gilt auch für den Kauf des für seine Umsetzung nötigen Materials.

Der Entwurf hat keine finanziellen Auswirkungen für den Staat.

3.2 Auswirkung des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Wie bereits erwähnt werden die Druck- und Herstellungskosten für die Stimmzettel für alle Abstimmungen auf Gemeinde-, Kantons- oder Bundesebene den Gemeinden übertragen.

3.3 Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

In Artikel 84 Abs. 2 des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte (SR 161.1) ist festgelegt, dass kantonale Ausführungsbestimmungen vom Bund genehmigt werden müssen, damit sie gültig sind.

Sollte dieses Dekret vom Grossen Rat angenommen werden, so muss es vor seinem Inkrafttreten auch noch vom Bund genehmigt werden.

Wird es genehmigt, so ist dieses Dekret mit dem Bundesrecht vereinbar. Von seinem Inhalt her und da die Schweiz nicht EU-Mitglied ist, weist der Entwurf keine Inkompatibilität mit dem europäischen Recht auf.

3.4 Gesetzes- und Finanzreferendum

Dieses allgemein verbindliche Dekret untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum.

4. KOMMENTAR

Art. 1 Zweck

In Artikel 1 wird der Rahmen für die neuen Verfahren und Techniken, die versuchsweise bewilligt werden können, festgelegt.

Das in diesem Dekret vorgesehene Verfahren (Auszahlung mit optischem Lesegerät und vorzeitige Auszahlung) kann nur für Stimmzettel, nicht aber für Wahllisten angewendet werden.

Damit Verwechslungen vermieden werden können (Vielzahl ungleicher Stimmzettel) schlägt der Staatsrat ausserdem vor, dass die neuen Auszähltechniken für Abstimmungen auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene verwendet werden können.

Art. 2 Einsatz neuer Techniken für die Stimmenzählung

Im Entwurf wird festgelegt, dass Gemeinden, die an der Anwendung der neuen Techniken für die Auszahlung von Stimmzetteln der Gemeinde, des Kantons oder des Bundes interessiert sind, bei der Staatskanzlei ein formelles Gesuch einreichen müssen. Die Staatskanzlei leitet das Gesuch zusammen mit seiner Stellungnahme zu den vorgeschlagenen Techniken an den Staatsrat weiter, der einen Entscheid fällt. Es handelt sich hier um eine zwingende Voraussetzung.

Nur die technischen Verfahren, bei denen sämtliche Garantien für Sicherheit und Zuverlässigkeit gegeben sind, werden vom Staatsrat bewilligt. Für ihre Stellungnahmen wird sich die Staatskanzlei in einer ersten Phase nach den Anforderungen der Kantone, die die neuen Auszähltechniken bereits eingeführt haben, richten. Sie berücksichtigt vor allem die gegenwärtig im Kanton Genf gültigen Anforderungen.

Art. 3 Stimmzettel

Damit eine maschinelle Verarbeitung möglich ist, müssen die gegenwärtig verwendeten (oder traditionellen) Stimmzettel durch solche ersetzt werden, die mit einem optischen Lesegerät gelesen werden können. Die Stimmzettel müssen so konzipiert und formuliert sein, dass die betroffenen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger nicht die geringsten Zweifel darüber haben, wie sie ihre Stimmzettel ausfüllen müssen (vgl. Art. 4 des Entwurfs)¹.

Der Stimmbürger erhält einen einzigen Stimmzettel, auf dem alle Abstimmungsvorlagen auf Bundes-, Kantons- und gegebenenfalls Gemeindeebene enthalten sind.

Die Staatskanzlei sorgt dafür, dass die Stimmzettel der Gemeinden einheitlich sind. Aus Gründen der Klarheit ist es wünschenswert, dass es im Kanton Freiburg nicht mehr als zwei verschiedene Arten von Stimmzetteln gibt (zum einen die von der Staatskanzlei gelieferten amtlichen Stimmzettel für die Gemeinden, die über keine optischen Lesegeräte verfügen, zum andern die Stimmzettel für die Gemeinden, die dieses Verfahren anwenden). Damit also vermieden werden kann, dass zahlreiche verschiedene Versionen von Stimmzetteln für optische Lesegeräte in Umlauf gebracht werden, sollte die Staatskanz-

lei – die für Aufgaben im Zusammenhang mit dem Ablauf der Abstimmungen zuständig ist – auch die Kontrolle über das Abstimmungsmaterial für optische Lesegeräte haben. Aus diesem Grunde schlägt der Staatsrat vor, dass Gemeinden, die ihre Stimmen mit einem elektronischen Lesegerät auszählen wollen, ihre Stimmzettel unbedingt der Staatskanzlei zur Genehmigung vorlegen und gegebenenfalls die nötigen Anpassungen vornehmen müssen.

Damit vermieden werden kann, dass fehlerhafte Stimmzettel verschickt werden, muss die Gemeinde der Staatskanzlei mehrere Exemplare der Stimmzettel zustellen, bevor sie diese an die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger verschickt. Diese Vorsichtsmassnahme wird ergriffen, damit die Staatskanzlei, die die Verantwortung für die Organisation der Abstimmungen und Wahlen trägt, vor dem Versand des Abstimmungsmaterials noch eingreifen kann, wenn sie beim Druck der Stimmzettel einen Fehler entdeckt (Druckfehler).

Im Dekretsentwurf ist ausdrücklich festgehalten, dass die Herstellungs- und Druckkosten dieser neuen Stimmzettel zu Lasten der Gemeinden gehen, die sich am Versuch beteiligen. Dasselbe gilt für die Kosten eines möglichen Neudrucks.

Art. 4 Stimmabgabe

Das optische Lesen der Stimmzettel hat eine Änderung beim Ausfüllen der Stimmzettel zur Folge. Die Stimmberechtigten tun ihren Willen nicht mehr kund, indem sie «Ja» oder «Nein» neben die gestellte Frage schreiben, sondern indem sie im entsprechenden Feld ein Kreuz anbringen. Zu jeder gestellten Frage muss also entweder das Feld «Ja» oder das Feld «Nein» auf dem Stimmzettel *angekreuzt* werden.

Auch für die Stichfrage, die es den Stimmberechtigten ermöglicht anzugeben, ob sie der Initiative oder dem Gegenvorschlag den Vorzug geben, muss ein Kreuz auf dem entsprechenden Feld angebracht werden. Zu diesem Punkt schlägt der Staatsrat vor, nicht ein «Ja»- und ein «Nein»-Feld neben «Initiative» oder «Gegenvorschlag» anzubringen, denn so würde die Frage nach der Annahme oder Ablehnung der Initiative, bzw. des Gegenvorschlags wiederholt. Der Stimmberechtigte hätte also keine Möglichkeit anzukreuzen, ob er die Initiative oder den Gegenvorschlag vorzieht, wenn beide angenommen werden sollten.

Es sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass die Abstimmung durch Ankreuzen keine Neuheit ist. Sie wird bereits verwendet, damit die Stimmberechtigten angeben können, welche Alternative sie vorziehen für den Fall, dass eine Initiative und ihr Gegenvorschlag angenommen werden (Art. 23 Abs. 2 Bst. d PRG). Die Abstimmung per Kreuz wird im Kanton Genf übrigens bereits zur allgemeinen Zufriedenheit verwendet.

Es ist nicht nötig, im Dekret Bestimmungen zu leeren und ungültigen Stimmzetteln vorzusehen. Mit Artikel 23 PRG, insbesondere Abs. 1 zweiter Satz und Abs. 3, lassen sich alle Schwierigkeiten, die sich bei der Stimmenzählung mit optischem Lesegerät ergeben könnten, abdecken.

Art. 5 Vorzeitige Auszahlung der brieflich eingegangenen und bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen

Wie bereits im ersten Teil dieser Botschaft erwähnt wurde, ist die vorzeitige Auszahlung der Stimmen im

¹ Ein für ein optisches Lesegerät bestimmter Stimmzettel liegt dieser Botschaft bei.

Zusammenhang mit dem Einsatz von optischen Lesegeräten sinnvoll, denn nur eine Kombination von optischem Lesegerät und vorzeitiger Auszählung der brieflich eingegangenen Stimmen ermöglicht eine Optimierung der Auszählung der Stimmen, sowohl was den Personalbedarf, als auch was die Schnelligkeit bei den verschiedenen Auszählvorgängen anbelangt.

Mit diesem Artikel schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat die Annahme einer Sonderregelung zu Artikel 22 PRG vor, indem er den Gemeinden, die die neuen Techniken anwenden möchten, ermöglicht, am Sonntagmorgen, also vor der Schliessung des Urnenganges, mit der Auszählung der brieflich eingegangenen oder bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen zu beginnen. Die übrigen Stimmen können weiterhin erst ab Sonntagmittag ausgezählt werden.

Es wird darauf hingewiesen, dass nur Stimmzettel vorzeitig ausgezählt werden können. Wenn Abstimmung und Wahlen zusammenfallen, können die Wahllisten dem Stimmrechtsausweis zwar im Voraus entnommen werden, sie müssen jedoch bis zur Schliessung des Urnenganges in ihren jeweiligen Umschlägen bleiben.

Die Möglichkeit zur vorzeitigen Auszählung der brieflich eingegangenen und bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen besteht im Kanton Genf bereits. Der Kanton Genf verfügt übrigens über ein optisches Lesegerät vom gleichen Modell, wie es die Gemeinde Freiburg vorschlägt. Die allgemeine vorzeitige Auszählung der Stimmen wird ausserdem bereits in 14 Schweizer Kantonen zur generellen Zufriedenheit angewendet.

Art. 6 Sicherheitsmassnahmen

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass eine vorzeitige Auszählung der brieflich eingegangenen und bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen nur dann annehmbar ist, wenn sämtliche Sicherheitsmassnahmen für die Geheimhaltung der Ergebnisse der vorzeitigen Auszählung bis zur Schliessung des Urnenganges gewährleistet sind.

Alle für die Sicherheit dieser Auszählung notwendigen Massnahmen müssen verordnet werden. Zu diesem Zweck schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat namentlich die Annahme einer nicht erschöpfenden Liste von Sicherheitsmassnahmen vor, die bei der vorzeitigen Auszählung der Stimmen unbedingt ergriffen werden müssen und die in Artikel 6 Bst. a und b des Dekretsentwurfs aufgeführt sind. Es schien dem Staatsrat wichtig, sich auch in einem allgemeinverbindlichen Dekret nicht darauf zu beschränken, nur eine allgemeine Bestimmung zur Geheimhaltung der vorzeitigen Auszählung zu formulieren, sondern konkrete Beispiele zu geben, die zwingend umgesetzt werden müssen.

Artikel 6 Bst. a des Entwurfs zielt namentlich darauf ab, im Lokal, in dem die Stimmen vorzeitig ausgezählt werden, das Aufsichtstragen und den Einsatz elektronischer Kommunikationsmittel wie Mobiltelefone zu verbieten.

Mit Artikel 6 Bst. b des Entwurfs soll jegliche direkte Kontaktaufnahme von Personen, die die vorzeitige Auszählung vornehmen, und Drittpersonen verhindert werden. Vor der Schliessung des Urnenganges, darf daher kein Mitglied des Wahlbüros das Lokal, in dem die Stimmen ausgezählt werden, verlassen. Der Dekretsentwurf behält Ausnahmen vor, über deren Modalitäten die Präsidentin oder der Präsident des Wahlbüros von Fall zu Fall entscheidet (Art. 7 Abs. 1 und 3 PRG).

Art. 6 Abs. 2 hält fest, dass jedes Verlassen des Lokals und jede Kontaktaufnahme mit Drittpersonen, ob bewilligt oder nicht, im Protokoll erwähnt werden muss.

Wir beantragen Ihnen, diesen Dekretsentwurf, der eine Sonderregelung zum Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte vorsieht und die Anwendung neuer Techniken für die Resultatermittlung bei Volksabstimmungen auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene ermöglicht, anzunehmen.

BULLETIN DE VOTE – consultation du
STIMMZETTEL – Volksabstimmung vom

26.09.2004
26.09.2004

Attention ! Cochez, s'il vous plaît, votre réponse dans la case appropriée, au moyen d'un stylo à bille (pas rouge), d'une plume ou d'un crayon. Vous ne devez cocher qu'une seule case par question, faute de quoi on considérera que vous n'avez pas répondu à la question. Votre bulletin est entièrement annulé s'il contient des remarques ou des signes.

Achtung ! Bitte kreuzen Sie Ihre Antwort mittels eines Kugelschreibers (keine rote Mine), eines Füllers oder eines Bleistifts in dem entsprechenden Feld an. Bei jeder Frage darf nur ein Feld angekreuzt werden; widrigenfalls wird davon ausgegangen, dass Sie die Frage nicht beantwortet haben. Ihr Stimmzettel wird vollumfänglich für ungültig erklärt, wenn er Bemerkungen oder Zeichen enthält.



VOTATION FÉDÉRALE
EIDGENÖSSISCHE VOLKABSTIMMUNG

Cochez votre réponse
Kreuzen Sie Antwort an

1 Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 3 octobre 2003 sur la naturalisation ordinaire et sur la naturalisation facilitée des jeunes étrangers de la deuxième génération ? <i>Wollen Sie den Bundesbeschluss vom 3. Oktober 2003 über die ordentliche Einbürgerung sowie über die erleichterte Einbürgerung junger Ausländerinnen und Ausländern der zweiten Generation annehmen?</i>	Oui /Ja Non /Nein <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	■
2 Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 3 octobre 2003 sur l'acquisition de la nationalité par les étrangers de la troisième génération ? <i>Wollen Sie den Bundesbeschluss vom 3. Oktober 2003 über den Bürgerrechtserwerb von Ausländerinnen und Ausländern der dritten Generation annehmen?</i>	Oui /Ja Non /Nein <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	■
3 Acceptez-vous l'initiative populaire « Services postaux pour tous » ? <i>Wollen sie die Volksinitiative „Postdienste für alle“ annehmen?</i>	Oui /Ja Non /Nein <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	■
4 Acceptez-vous la modification du 3 octobre 2003 de la loi sur les allocations pour perte de gain (en cas de service ou de maternité) ? <i>Wollen Sie die Änderung vom 3. Oktober 2003 des Erwerbsersatzgesetzes (für Dienstleistende und bei Mutterschaft) annehmen?</i>	Oui /Ja Non /Nein <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	■

Décret

du

permettant l'utilisation de techniques nouvelles pour l'établissement des résultats des votations

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 84 al. 2 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (LDP);

Vu la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et son règlement du 10 juillet 2001 (REDP);

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 juin 2004;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1 Objet

¹ Le présent décret fixe des méthodes d'exercice des droits politiques et des modes de dépouillement spéciaux afin qu'il soit procédé à des essais en vue de l'adaptation de l'exercice de ces droits aux possibilités offertes par la technique pour les votations communales, cantonales et fédérales. Il n'est pas applicable en matière d'élections.

² La législation sur les droits politiques est applicable pour toutes les questions qui ne sont pas réglées dans ce décret.

Art. 2 Utilisation de techniques nouvelles de dépouillement

¹ Les communes peuvent utiliser des lecteurs optiques pour procéder, à titre d'essai, au dépouillement des bulletins de vote communaux, cantonaux et fédéraux. Elles doivent toutefois demander l'accord préalable du Conseil d'Etat.

² La Chancellerie d'Etat donne un préavis technique au Conseil d'Etat.

Dekret

vom

über die Anwendung neuer Techniken zur Resultatermittlung bei Volksabstimmungen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 84 Abs. 2 des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte;

gestützt auf das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 10. Juli 2001 (PRR);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrats vom 7. Juni 2004;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Zweck

¹ Dieses Dekret legt Methoden zur Ausübung der politischen Rechte und spezielle Stimmauszählverfahren fest, damit die Ausübung dieser Rechte versuchsweise an die technischen Möglichkeiten für Abstimmungen auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene angepasst werden kann. Für Wahlen ist es nicht anwendbar.

² Die Gesetzgebung über die politischen Rechte ist auf alle Fragen anwendbar, die in diesem Dekret nicht geregelt sind.

Art. 2 Einsatz neuer Techniken für die Stimmauszählung

¹ Die Gemeinden können bei Abstimmungen der Gemeinde, des Kantons oder des Bundes für die Auszählung der Stimmzettel versuchsweise optische Lesegeräte einsetzen. Sie müssen jedoch vorgängig die Bewilligung des Staatsrats einholen.

² Die Staatskanzlei nimmt zuhanden des Staatsrats unter technischen Gesichtspunkten Stellung.

Art. 3 Bulletins de vote

¹ Les bulletins de vote compatibles avec les lecteurs optiques sont établis par les communes concernées, de manière que l'exercice du droit de vote des citoyens et citoyennes puisse se faire sans confusion.

² Tous les objets présentés en votations communales, cantonales et fédérales doivent être rassemblés sur un même bulletin de vote.

³ Les épreuves sont soumises à l'approbation de la Chancellerie d'Etat. Il en est de même pour les exemplaires définitifs des bulletins de vote, dont quelques exemplaires doivent être soumis à la Chancellerie d'Etat avant leur envoi aux électeurs et électrices.

⁴ Les frais d'établissement, d'impression et de réimpression éventuelle de ces bulletins de vote sont à la charge des communes concernées.

Art. 4 Exercice du droit de vote

Dans les communes où les votes peuvent être dépouillés à l'aide d'un lecteur optique, les personnes exerçant leur droit de vote doivent exprimer leur volonté de la manière suivante:

- a) en cas de votation, elles doivent exprimer leur volonté exclusivement en cochant, sur le bulletin de vote, la case «oui» ou la case «non» correspondant à chacune des questions posées;
- b) en cas de vote sur une initiative et un contre-projet, elles doivent au surplus exprimer leur volonté en cochant, sur le bulletin de vote, la case «initiative» ou la case «contre-projet» pour répondre à la question subsidiaire.

Art. 5 Dépouillement anticipé des votes par correspondance et par dépôt

a) En général

¹ Le dépouillement des votes par correspondance et des votes par dépôt peut, dans les communes qui disposent de l'accord du Conseil d'Etat pour utiliser un lecteur optique, être entrepris de manière anticipée le dimanche du scrutin.

² Lorsqu'une votation est accompagnée d'une élection, les listes électorales ne peuvent pas faire l'objet d'un dépouillement anticipé.

Art. 3 Stimmzettel

¹ Die mit optischen Lesegeräten kompatiblen Stimmzettel werden von den betroffenen Gemeinden hergestellt und zwar so, dass bei der Stimmabgabe keine Verwechslungen entstehen.

² Alle kommunalen, kantonalen und eidgenössischen Abstimmungsvorlagen müssen auf demselben Stimmzettel aufgeführt sein.

³ Die Probeabzüge werden der Staatskanzlei zur Genehmigung unterbreitet. Dasselbe gilt für die endgültigen Stimmzettel, von denen einige Exemplare der Staatskanzlei vorgelegt werden müssen, bevor sie an die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger verschickt werden.

⁴ Die Herstellungs- und Druckkosten für diese Stimmzettel sowie die Kosten für einen eventuellen Neudruck gehen zu Lasten der Gemeinden.

Art. 4 Stimmabgabe

In den Gemeinden, in denen die Stimmen mit einem optischen Lesegerät gezählt werden können, müssen die Stimmberechtigten ihre Stimme folgendermassen abgeben:

- a) Bei einer Abstimmung drücken sie ihren Willen aus, indem sie auf dem Stimmzettel zu jeder gestellten Frage ausschliesslich das Feld «ja» oder das Feld «nein» ankreuzen.
- b) Wird über eine Initiative und einen Gegenvorschlag abgestimmt, so drücken sie ihren Willen aus, indem sie zur Beantwortung der Stichfrage auf dem Stimmzettel ausserdem das Feld «Initiative» oder das Feld «Gegenvorschlag» ankreuzen.

Art. 5 Vorzeitige Auszählung der brieflich eingegangenen oder bei der Gemeinde abgegebenen Stimmen

a) Im Allgemeinen

¹ In Gemeinden, die vom Staatsrat die Bewilligung zur Benützung eines optischen Lesegeräts erhalten haben, können brieflich eingegangene oder bei der Gemeinde abgegebene Stimmen am Abstimmungssonntag vorzeitig ausgezählt werden.

² Findet gleichzeitig mit der Abstimmung eine Wahl statt, so dürfen die Wahllisten nicht vorzeitig ausgezählt werden.

Art. 6 b) Mesures de sécurité

¹ Toutes les mesures utiles doivent être prises pour que soit garanti le secret du dépouillement anticipé. Le bureau électoral prend les mesures adéquates afin que, notamment:

- a) toute communication avec l'extérieur à partir du local de dépouillement soit impossible;
- b) les scrutateurs et scrutatrices ne puissent sortir du local de dépouillement anticipé avant la clôture du scrutin, sous réserve d'exceptions décidées de cas en cas par le président ou la présidente du bureau électoral et moyennant le respect des précautions d'usage.

² Toutes les absences sont mentionnées sur le procès-verbal, de même que chaque prise de contact avec l'extérieur.

Art. 7 Entrée en vigueur et expiration

Ce décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2004 et expire le 31 décembre 2006.

Art. 6 b) Sicherheitsmassnahmen

¹ Alle nützlichen Massnahmen müssen getroffen werden, damit gewährleistet ist, dass die Ergebnisse der vorzeitigen Auszählung geheim bleiben. Das Wahlbüro trifft geeignete Massnahmen, damit namentlich:

- a) keine Mitteilungen vom Lokal, in dem die Stimmen vorzeitig ausgezählt wurden, nach aussen dringen können;
- b) die Stimmzählerinnen und Stimmzähler das Lokal, in dem die Stimmen vorzeitig ausgezählt werden, nicht vor der Schliessung des Urnengangs verlassen können; Ausnahmen, über die die Präsidentin oder der Präsident des Wahlbüros von Fall zu Fall unter Einhaltung der üblichen Vorsichtsmassnahmen entscheidet, bleiben vorbehalten.

² Jedes Verlassen des Lokals und jede Kontaktaufnahme mit Drittpersonen muss im Protokoll erwähnt werden.

Art. 7 Inkrafttreten und Geltungsdauer

Dieses Dekret tritt am 1. November 2004 in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 2006.